



PARADIS FISCAL POUR LES UNS, ENFER SOCIAL POUR LES AUTRES...

NPA

MANIFESTONS LE 16 NOVEMBRE

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN NPA ALCOA ST COSME

14 NOVEMBRE 2017

En 2009, au lendemain de la crise des subprimes, Sarkozy martelait sur tous les tons que « *les paradis fiscaux, c'est terminé* ». Le candidat Hollande avait, à son tour, promis que, lui président, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale seraient une priorité. Résultat ? Les paradis fiscaux se portent toujours à merveille.

Le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), regroupant 96 médias de 67 pays, a commencé à dévoiler le 5 novembre, 18 mois après les « Panama Papers », les « Paradise Papers », qui lèvent le voile sur des circuits planétaires d'optimisation fiscale.

Ce sont ainsi près de 350 milliards d'euros qui seraient, selon *le Monde*, soustraits chaque année à la fiscalité des États (120 milliards par an pour l'Union européenne, dont environ 20 milliards pour la France).

Le gouvernement est responsable

Ces nouvelles révélations démontrent que les paradis fiscaux ne sont pas une anomalie mais bel et bien un rouage essentiel du système. Les stratagèmes fiscaux qui permettent aux ultra-riches et aux multinationales d'échapper à l'impôt sont inacceptables.

Outre le fait qu'ils aggravent les déficits publics, ils servent également de prétexte pour détruire les services publics et la protection sociale, et renforcent l'injustice fiscale.

L'affaire des Paradise Papers montre que les États favorisent les plus grands « gangsters ». Au lieu de supprimer l'impôt sur la fortune et de baisser l'impôt sur les sociétés, il faut réquisitionner les banques et les multinationales qui pratiquent l'évasion fiscale.

Le 16 novembre, manifestons contre Macron et son monde

La grève est appelée par la CGT, Solidaires, FO et la FSU, donc par les principales organisations syndicales. Cette journée est indispensable, après

les attaques contre le droit du travail, le gouvernement a embayé avec la transformation de l'état d'urgence dans la loi, avec les attaques contre l'assurance chômage, les annonces contre les hôpitaux et contre le statut des cheminots puis l'attaque contre le bac et la mise en place de la sélection dans les universités.

La violence des attaques et leur rapidité sont inédites. Sans parler de la dégradation des conditions de vie et de travail, le chômage, les licenciements. La loi travail XXL adoptée par ordonnances impacte d'ailleurs les luttes contre les licenciements, dans lesquels les patrons ne se sentent plus de limite dans le mépris des salariéEs et de leurs organisations.

Continuer à lutter... pour gagner

Qu'on le veuille ou non, il est clair maintenant qu'on ne peut plus se contenter de lutter secteur par secteur, réforme par réforme, car tout se mêle. Cela ne signifie pas qu'il ne peut plus y avoir de lutte partielle, dans une entreprise ou une branche, mais que, pour gagner, il devient indispensable de s'inscrire dans un plan de bataille de l'ensemble du monde du travail contre le patronat et le gouvernement qui le sert.

La grève du 16 permettra également à la jeunesse de se mobiliser contre la politique du gouvernement, en luttant contre la sélection à l'entrée des universités. La jeunesse aura besoin d'aide pour se mobiliser, s'organiser et peut-être, en retour, imprimer une nouvelle dynamique à la lutte contre ce gouvernement.



**JEUDI 16 NOVEMBRE au MANS
MANIFESTATION
à 10H au PALAIS DES CONGRES**

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



DESERTS MEDICAUX : UN PANSEMENT SUR UNE JAMBE DE BOIS

Dans les campagnes, et certains quartiers populaires des villes, il devient difficile de se faire soigner. Les médecins de quartier partent en retraite sans être remplacés. Le gouvernement a annoncé un plan de lutte contre ces « déserts médicaux ». Mais ce plan ne changera pas grand chose.

Les médecins libéraux ont le droit de s'installer où ils le veulent et non là où il y a des besoins. Conséquence : ils sont très nombreux dans les centres villes ou sur la côte d'Azur, mais ne se bousculent pas en banlieue ou en campagne. Les hôpitaux publics subissent l'austérité imposée à la santé et les petits établissements pas assez "rentables" ferment.

Il faudrait un véritable service public de santé, avec des centres de santé publics et gratuits dans les villes et les quartiers, là où il y a des besoins, financés à 100 % par la Sécurité sociale. Mais pour cela il faudrait en finir avec l'austérité : le contraire de la politique de Macron

GREVE DES OUVRIERS A RENAULT DACIA EN ROUMANIE

C'est la filiale de Renault qui produit en Roumanie les Sandero, Logan et Duster : 10 000 travailleurs de l'usine Dacia se sont mis en grève mardi dernier 7 novembre et ont manifesté dans la ville. Scandant « A bas le gouvernement », ils protestent contre une réforme gouvernementale visant à leur faire payer les contributions à la sécurité sociale qui étaient à la charge des employeurs, et ce, dès le 1^{er} janvier 2018 : chaque salarié perdrait 35 % de son salaire.

« Nous devons leur montrer que nous travailleurs, sommes unis, nous sommes contre leur volonté de se moquer du travailleur roumain. Ils nous détestent, ils détestent les travailleurs. Ils ont modifié le code du travail, ont limité le droit de grève, bloquent toujours les négociations collectives et maintenant ils viennent avec cette folie de nous faire payer les cotisations sociales » a déclaré lors de cette manifestation des ouvriers de Dacia l'un des responsables syndicaux.

Au plan de toute la Roumanie une grève générale est en préparation et les ouvriers de Dacia sont en première ligne. Soyons en première ligne du soutien et de la solidarité.

« JE NE SUIS PAS LE PERE NOËL »

C'est la réponse méprisante que fait systématiquement Macron à celles et ceux qui l'interpellent : ouvriers licenciés après la fermeture de leur usine, jeunes dans la précarité, retraités ou habitants de la Guyane venus lui rappeler les engagements de l'état.

Macron est pourtant trop modeste, il est bien le « Père Noël »...mais seulement pour l'infime minorité qui possède l'essentiel des richesses du pays. Sans attendre le 25 décembre, le « président des riches » les comble chaque jour des cadeaux :

- suppression de l'essentiel de l'ISF
- réduction massive de la fiscalité pour les entreprises avec l'instauration d'un taux d'imposition uniforme ridicule.
- exonération des cotisations sociales sur les bas salaires
- destruction du code du travail, pour permettre une exploitation sans règles et sans limites.

Et ceux qui paient ces cadeaux aux plus riches, ce sont toujours les salariés, les jeunes, les retraités en se serrant un peu plus la ceinture.

HOPITAL : MASSACRE EN VUE

Dans le JDD du 22 octobre, la ministre de la santé, Agnès Buzin affirme que « 30% des dépenses de l'assurance maladie ne sont pas pertinentes ». Une déclaration en forme d'électrochoc. En ligne de mire : l'hôpital, avec en vue : nouvelles fermetures de services de proximité, délais d'attente encore plus longs, regroupements de services de santé, et encore plus de souffrance au travail pour les hospitalier(e)s

Le service public va continuer de perdre de sa substance, poussant les usagers à renoncer aux soins ou à recourir au secteur privé lucratif. C'est le droit à la santé qui est en péril. Et comme si cela ne suffisait pas, le forfait hospitalier (inventé par la soi-disant « gauche » en 1983) va passer en 2018 de 18 à 20€. Ce reste à payer par les patients (non remboursé par la Sécurité Sociale) peut être pris en charge par les mutuelles, qui vont répercuter la hausse sur les cotisations.

Et pour ceux et celles qui n'ont pas les moyens de se payer une mutuelle ?

L'ARGENT DU BEURRE ET LE SOURIRE DU SPECULATEUR

Une pénurie de beurre en Europe au XXI^e siècle ? Et ce serait à cause de l'augmentation de la demande chinoise et d'une production insuffisante de lait liée à la fin des quotas laitiers ? À l'heure où les stocks de matières premières s'échangent des mois à l'avance sur les marchés financiers, les industriels veulent nous rouler dans la farine en nous faisant croire qu'ils ne pouvaient pas prévoir !

En vérité, pas de nouvel ingrédient dans cette crise du beurre : les prix des grandes surfaces sont renégociés tous les ans tandis que celui de la tonne de beurre augmente progressivement, les industriels du beurre ont donc intérêt à vendre le plus cher possible leur marchandise à l'étranger ou aux entreprises de transformation agroalimentaire, pendant que des spéculateurs jouent sur les stocks et font monter les enchères pour faire leur... beurre. Rien de neuf dans le système capitaliste c'est toujours « tout pour le profit » !

TIERS PAYANT : LES MASQUES TOMBENT

Le précédent gouvernement avait prévu la généralisation du tiers payant intégral, qui évite au patient de payer la consultation en attendant le remboursement par la Sécu, pour décembre 2017. Un progrès pour des millions de gens, même si cela ne signifiait pas la « santé gratuite », loin de là (franchises, dépassements d'honoraires, coût des prothèses).

En juillet dernier, une semaine après avoir annoncé qu'elle souhaitait « éviter l'obligation » pour les professionnels de pratiquer le tiers payant, la ministre de la Santé Agnès Buzin confirmait sa généralisation, reconnaissant que « beaucoup de Français renoncent à aller se faire soigner parce qu'ils ne veulent pas avancer l'argent chez un médecin ».

Nouvelle volte face à la mi-octobre. Au motif que le tiers payant intégral serait techniquement infaisable, la mesure est momentanément reportée. En fait, A.Buzyn, Macron et le gouvernement, ont arbitré contre le droit de tous à accéder aux soins. Il ne faudrait pas forcer la main des lobbies de médecins libéraux.

**Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.sarthe@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**